

Département du CALVADOS
Arrondissement de BAYEUX
MAIRIE DE LINGEVRES
6, Place du Souvenir
14250 – LINGEVRES
Tél : 0231808729
mairie.lingevres@wanadoo.fr

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE LINGEVRES (14250)**

SEANCE DU VENDREDI 09 MARS 2018

Date de convocation : 02 Mars 2018
Date de publication : 02 Mars 2018
Nombre de conseillers : 09
Présents : 08
Absente : 01
Votants : 08

L' An deux mille dix huit, le vendredi 9 mars, à vingt heures, se sont réunis en session ordinaire à la mairie, les membres du conseil municipal de la commune de Lingèvres, sous la présidence de Monsieur MARIE Christian, Maire.

Etaient Présents : MM Marie Christian, Lerichomme Gérard, Ansel Anne-Sophie, Blaise Philippe, Bourgeois Gilles, Léonard Rémy, Dary Martine, Marie Catherine.

Absente excusée : Madame Julienne Nadine.

Délibération n° 2018/03/242
Approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Le Conseil Municipal,

VU l'article L.101-2 du code de l'urbanisme fixant les objectifs généraux de l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme et de développement durable ;

VU les articles L.153-36 à L.153-44 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure de modification du PLU ;

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-43 relatif à l'approbation de la modification du PLU de Lingèvres

VU le VI de l'article 12 du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;

VU l'article L151-12 du code de l'urbanisme, exposant les principes de la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, 'dite Loi Macron', en matière d'urbanisme, qui a réintroduit la possibilité de réaliser des extensions pour les habitations existantes, dès lors que le règlement du PLU en prévoit les conditions, en zones agricoles et naturelles ;

VU la délibération de la commune de Lingèvres , en date du 5 mars 2003 ayant approuvé le PLU ;

VU la délibération du 21 octobre 2016 de la commune de Lingèvres , précisant que la commune souhaite que la modification de son PLU soit engagée ;

VU l'arrêté intercommunal, du Président de Villers-Bocage Intercom, en date du 21 Novembre 2016 ayant prescrit la modification du P.L.U.;

VU les notifications au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7, L.132-9 et L.153-40 du code de l'urbanisme, du projet de modification du PLU, faites le 13 juin 2017 ;

VU les avis des personnes publiques associées en retour de ces notifications ;

VU l'arrêté intercommunal en date du 23 août 2017 soumettant le projet de modification du PLU à enquête publique ;

VU le déroulement de l'enquête publique, du 22 septembre au 7 novembre 2017 et les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur ;

CONSIDÉRANT que les remarques suivantes issues des résultats de l'enquête publique justifient quelques adaptations mineures du projet de modification du document notamment :

- Une remarque a permis aux élus de réfléchir à l'égalité de traitement des pétitionnaires. Il est donc proposé de rajouter une règle qui précise que les 30% supplémentaires en zone A et N , ne peuvent être atteints une seule fois à compter de la date d'approbation de la présente modification.

CONSIDÉRANT qu'il n'est pas donné de suite favorable aux remarques ci-après pour les raisons suivantes :

- Les différentes demandes d'étoilage concernent :
 - o Des bâtiments annexes d'habitation, qui de fait ne nécessitent pas d'étoilage
 - o Des bâtiments non patrimoniaux, qui ne peuvent pas faire l'objet d'un étoilage.
- L'avis favorable avec « réserves ou observations » selon les cas, de la chambre d'Agriculture aux motifs d'une inadéquation entre la création de nouveaux logements (changement de destination) et les activités agricoles situées à proximité, et d'une approche différente quant à l'implantation des annexes simples et celles pour animaux. Cette observation sur les changements de destination en logements en zone A et N de la Chambre d'Agriculture du Calvados est légitime. Néanmoins, ce changement de destination est autorisé par le code de l'Urbanisme. La collectivité a engagé une démarche visant à préserver un certain nombre de bâtiments qui sont identifiés comme présentant un caractère patrimonial et architectural avéré, de telle sorte qu'un changement de destination en logement puisse être autorisé. Cette démarche a fait l'objet d'un inventaire minutieux (nombreux déplacements sur place des élus et des services), les choix se sont opérés selon des critères objectifs développés dans le dossier. En outre comme le stipule le code de l'urbanisme, chaque changement de destination fera l'objet d'un avis préalable, conforme de la CDPENAF qui vérifie notamment que le changement de destination est compatible avec l'activité agricole.

CONSIDÉRANT que la modification du P.L.U. de Lingèvres telle qu'elle est présentée au Conseil Municipal est prête à être approuvée ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **adopte** les adaptations précitées ,
- **approuve** le projet de modification du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'EPCI et dans la mairie de la commune concernée durant un mois. En outre, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-22 du code de l'urbanisme, le PLU approuvé et modifié est tenu à la disposition du public au siège de l'EPCI et à la mairie de la commune concernée (aux jours et heures d'ouverture au public du service au sein duquel le PLU est consultable).

Conformément aux dispositions de l'article L.153-23 du code de l'urbanisme, la présente délibération est exécutoire de plein droit à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité précitées et de sa transmission au Préfet.

Ainsi fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Christian MARIE

